



Briefing de Bruxelles sur le développement n° 22

L'eau que nous mangeons : enjeux pour les pays ACP en période de pénurie

Jeudi 13 avril 2011 – 8h30 – 13h00

CE, Bâtiment Berlaymont : Rue de la Loi 200, Salle Walter Hallstein

<http://bruxellesbriefings.net>

Contexte

Plus d'un tiers de la population mondiale doit faire face à des pénuries d'eau¹. Si l'eau est déjà une contrainte alimentaire majeure de nombreux paniers de la ménagère, le monde devrait en outre produire 70 % de nourriture en plus pour faire face à la croissance démographique qui atteindra 9 milliards en 2050. À défaut d'évolution de la production alimentaire, il faudra entre 70 et 100 % d'eau pluviale et de surface supplémentaires. La crise des prix alimentaires de 2008 est en partie due à la sécheresse et ces prix ont à nouveau dépassé les niveaux de 2008. L'eau suffira-t-elle à produire suffisamment de nourriture et d'où proviendra-t-elle ? Ces prochaines années, l'eau deviendra une préoccupation grandissante. La population urbaine des pays en développement augmentera de manière spectaculaire et la demande excédera de loin les capacités d'infrastructures et de services d'eau et sanitaires déjà inadéquates. Cela pourrait grandement limiter la disponibilité de l'eau pour ses utilisateurs, en particulier pour l'agriculture, qui est déjà responsable de 80 % des puisages d'eau douce des pays en développement. La production agricole non durable et la production industrielle grandissante devraient faire augmenter la pollution de l'eau et son utilisation. La diminution, l'exploitation et la contamination grandissante des ressources hydriques via l'urbanisation, l'intensification agricole et la dégradation des terres ont profondément altéré la qualité et à la quantité de l'eau. Le changement et la variabilité climatiques, en particulier la fréquence et la gravité plus importantes des événements extrêmes, augmenteront la rareté de l'eau jusqu'à des niveaux de crise dans de nombreuses régions du monde. D'ici 2025, presque deux tiers de la population mondiale vivra dans des régions en pénurie d'eau et celle-ci devrait augmenter la fréquence des conflits entre groupes d'utilisateurs et entre pays². L'accélération récente de la production de biocarburants et les impacts du changement climatique soulèvent de nouveaux problèmes, qui s'ajoutent à la pression sur les ressources foncières et hydriques³. Les pays ACP sont confrontés à des obstacles mais la recherche, le renforcement de l'investissement et des politiques adaptées permettront d'y faire face.

Disponibilité de l'eau, réduction de la pauvreté et agriculture

Quoique variables, les ressources hydriques des régions s'inscrivent généralement dans deux tendances. La première est une pénurie physique d'eau où les utilisateurs consomment trop d'eau par rapport aux ressources disponibles ou trop rapidement pour lui permettre de se renouveler. La seconde est une disponibilité adéquate de l'eau face à la demande, mais un accès limité à cause de facteurs socioéconomiques ou institutionnels ou du manque d'infrastructures. Aujourd'hui, le discours sur l'eau porte surtout sur le premier problème, à savoir la pénurie physique. Mais la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté concernent davantage le second problème. En majorité, les ressources hydriques mondiales sont sur-distribuées : les flux des cours d'eau diminuent fortement, les niveaux d'eau de surface chutent et des écosystèmes importants sont menacés. C'est le monde de la pénurie physique d'eau. Sans eau en suffisance, nous ne pouvons atteindre les objectifs de sécurité alimentaire. L'utilisation de l'agriculture et son impact sur les ressources hydriques sont complexes et dynamiques, en particulier dans le contexte du changement et de la variabilité climatiques. Dans un monde où l'eau est rare, il faut absolument réduire le gaspillage et améliorer la productivité de chaque goutte d'eau utilisée dans l'agriculture. Bien que la réduction du gaspillage soit une question importante, les problèmes liés à la pauvreté et à la famine sont essentiellement centrés dans des régions où l'eau est rare et bénéficie d'une attention bien moindre. Les populations rurales de ces régions sont principalement situées en Afrique subsaharienne et en Asie du sud-est. Leur subsistance dépend de l'agriculture et il existe peu d'alternatives. Moins de 6 % des zones irriguées mondiales sont situées en Afrique, la plupart en Afrique du Nord. Les

¹ « *Comprehensive Assessment of Water Management in Agriculture* », <http://www.iwmi.org/assessment>

² http://www.undp.org/water/pdfs/241456_UNDP_Guide_Pages.pdf

³ http://www.unesco.org/water/wwap/wwdr/wwdr3/pdf/08_WWDR3_overview_of_key_msgs.pdf

programmes d'eau contre nourriture jouent un rôle central dans la réduction de la famine et de la pauvreté. La durabilité demeure une question centrale du développement des infrastructures et des institutions liées à l'eau.

Impact du changement climatique sur la disponibilité de l'eau

Si la majorité de la communauté scientifique ne remet pas en cause la réalité du changement climatique, ses impacts sur la disponibilité de l'eau, les systèmes de production agricole, ainsi que les subsistances et les écosystèmes liés, demeurent incertains. Les politiques futures de gestion durable des ressources hydriques dans l'agriculture seront profondément influencées par les nouvelles données sur la variabilité climatique, notamment la saisonnalité des modèles pluviaux annuels ou de la fonte des neiges. Dans certaines régions, on estime que les rendements culturels pourraient même augmenter. Dans d'autres, le changement climatique mettra une pression plus forte sur des ressources hydriques déjà rares. Les inondations et les sécheresses y seront plus fréquentes et plus graves, avec des coûts économiques plus importants pour l'agriculture et l'économie dans son ensemble.

Approvisionnement en eau et en nourriture : les enjeux de l'innovation

L'agriculture est et demeurera un secteur essentiel pour les pays à faibles revenus et leurs populations pauvres. Dans les pays en développement, 80 % des revenus de l'exportation proviennent de la production agricole. Il s'agit également du secteur où la demande en eau est la plus importante : l'agriculture irriguée représente presque 70 % de l'utilisation d'eau douce mondiale. Un accès limité et peu fiable à l'eau est un facteur déterminant de la productivité agricole dans de nombreuses régions, du fait de la variabilité des précipitations, laquelle devrait augmenter avec le changement climatique.

Actuellement, les 17 % irrigués des terres cultivées mondiales produisent 40 % de la nourriture mondiale. En majorité, l'augmentation de la demande alimentaire devra provenir de l'amélioration et de l'expansion de l'irrigation, bien qu'il ne s'agisse que d'une solution partielle. La plupart des nouveaux systèmes d'irrigation à grande échelle sont financièrement hors de portée pour les petits agriculteurs pauvres. La majorité des cultures produites au niveau mondial sont toujours cultivées en agriculture pluviale. Pour améliorer la subsistance des agriculteurs du monde en développement, il convient donc de mettre l'accent sur les pratiques pluviales afin de garantir des rendements plus importants par intrants d'eau.⁴ La grande question consiste à savoir si l'agriculture pluviale peut être étendue de manière significative, de même que sa productivité. Une utilisation plus importante et améliorée de la collecte d'eau et de l'irrigation supplémentaire pourrait permettre de limiter partiellement l'augmentation de l'utilisation de l'eau⁵. Les coûts environnementaux de la production de plus de nourriture en utilisant plus d'eau sont élevés et ces tendances à la dégradation devront être inversées afin que l'agriculture à grande échelle soit durable. Les niveaux de surface diminuent et les cours d'eau s'assèchent et sont pollués par la sur-utilisation des pesticides et des fertilisants dans l'agriculture. Des surfaces hydriques importantes sont envahies par des espèces invasives, qui bouchent les canaux d'irrigation, menacent les infrastructures et s'attaquent aux ressources halieutiques. Si l'eau est nécessaire à l'alimentation, des pratiques agricoles réellement durables le sont tout autant.

Gouvernance de l'eau et réduction de la pauvreté

Les gouvernements ont besoin d'être encouragés à mettre en œuvre les réformes nécessaires afin de garantir une utilisation productive, durable et équitable de l'eau. Les politiques de soutien agricole liées à la production peuvent même encourager une utilisation *moins* efficace de l'eau, une pollution hors des exploitations et les inondations. Il est cependant difficile d'isoler et de quantifier l'efficacité économique globale et environnementale du soutien agricole aux ressources hydriques et leurs causes doivent être explorées plus avant. Qu'il s'agisse de la rareté physique ou économique de l'eau, les populations pauvres sont concernées par l'équité et la sécurité des droits d'accès à l'eau. Les politiques et les interventions en la matière ont des impacts technologiques et institutionnels sur l'accès des hommes et des femmes pauvres à l'eau pour divers usages. Les différences socioéconomiques, sociales et de genre

⁴ http://www.undp.org/water/pdfs/241456_UNDP_Guide_Pages.pdf

⁵ Colin Chartres, Directeur général, International Water Management Institute, Colombo, Sri Lanka 2009. « *Feeding everyone: the big water issue.* » Stockholm Water Front, 2, 20p.

CHARTRES, COLIN. 2009. « *Feeding everyone: a case for water governance reform* », Stockholm Water Front, 2:6-8. http://www.siwi.org/documents/Resources/Water_Front_Articles/2009/Feeding_Everyone.pdf

au sein des communautés doivent être prises en compte dans les politiques et les interventions liées à l'eau. Il convient aussi d'améliorer l'intégration des politiques en matière d'agriculture, d'eau, d'énergie et d'environnement. En ce qui concerne les liens entre le soutien à l'énergie dans l'agriculture et la production de biocarburants à partir de cultures agricoles alimentaires, il faut développer davantage la cohérence politique afin d'améliorer la gestion des ressources hydriques dans l'agriculture. Des approches politiques plus intégrées et cohérentes commencent à prendre forme. Ainsi, la plantation d'arbres afin de restaurer les terres dans les plaines alimentaires a permis de réduire l'impact des inondations et d'améliorer la qualité de l'eau, et a également bénéficié à la biodiversité et à la séquestration des gaz à effet de serre. Les niveaux globaux de soutien à l'agriculture et le renforcement du soutien de la production et des intrants ont également progressé ce qui ouvre la voie à une utilisation plus efficiente de l'eau, à une meilleure adaptation aux pénuries et à une diminution de la pollution.

Quelques questions émergentes et leurs implications pour les pays ACP

La maîtrise de « l'économie politique » de l'évaluation du prix de l'eau est essentielle pour prévenir la rareté grandissante de l'eau et diriger celle-ci vers des utilisations à valeur élevée, attirer l'investissement et améliorer les services hydriques. Nous devons aussi protéger l'accès à l'eau et les droits des populations pauvres. Le commerce agricole et l'utilisation de l'eau sont intrinsèquement liés. Le principe de l'eau virtuelle est très simple. L'eau est nécessaire pour la production d'aliments tels que céréales, légumes, viande et produits laitiers. La quantité d'eau consommée dans le processus de production d'un produit est appelé le "eau virtuelle" contenue dans le produit (Allan, 1998). Avec le commerce de marchandises, notamment alimentaires, il ya un flux d'eau virtuelle de pays exportateurs de marchandises (produits alimentaires et produits manufacturés) vers des pays qui importent ces produits. Au lieu de produire ces biens eux-mêmes, le pays importateur peut utiliser cette eau à d'autres fins que celles qui auraient été nécessaires à sa production. Un pays qui manque d'eau peut importer les produits qui nécessitent beaucoup d'eau pour leur production plutôt que de les produire lui-même. Il en résulte des économies d'eau et moins de pression sur les ressources en eau. Le commerce international des produits agricoles porte autant sur l'eau virtuelle que sur les produits eux-mêmes et peut contribuer à la sécurité alimentaire dans les pays où la population est en hausse et l'eau se raréfie.

L'empreinte de l'eau⁶ est un indicateur de la consommation d'eau tant directe qu'indirecte d'un consommateur ou d'un producteur et pose le problème de l'utilisation équitable des ressources mondiales limitées en eau douce. Alors que les concepts d'eau virtuelle et empreintes de l'eau aident à la sensibilisation sur la consommation d'eau et d'économie d'eau, plus de compréhension est nécessaire sur la façon dont ils contribuent à améliorer la disponibilité de l'eau pour la sécurité alimentaire locale et à préserver l'environnement dans les pays les plus pauvres.

Objectifs du briefing

Le CTA, la DG DEVCO de la Commission européenne, le Secrétariat ACP et Concord organisent des briefings bimensuels sur des questions et des enjeux clés du développement rural dans le contexte de la coopération UE/ACP afin d'améliorer le partage des informations et de promouvoir le réseautage. Le Briefing du 13 avril 2011 portera sur la relation entre l'eau et l'agriculture dans les pays ACP et prolongera la réflexion menée lors du séminaire CTA⁷ sur la *Gestion intégrée de l'eau pour une agriculture durable* qui s'est tenu en Afrique du Sud en novembre 2010. Le Briefing visera à : (i) sensibiliser aux principaux enjeux existants et émergents ; (ii) promouvoir l'échange d'informations et d'expertise ; (iii) alimenter le débat sur les divers points de vue quant aux options politiques.

Groupe cible

Plus de 150 décideurs ACP-UE, groupes issus de la société civile, réseaux de recherche, acteurs de terrain dans le domaine du développement et organisations internationales basées à Bruxelles.

Sources disponibles

Les informations et les commentaires fournis avant, pendant et après les réunions seront publiés sur le blog des briefings : <http://brusselsbriefings.net/>. Un rapport succinct et un document de fond en format imprimé et électronique seront publiés peu après la réunion.

⁶ Water Footprint Network. <http://www.waterfootprint.org/?page=files/home>

⁷ <http://annualeseminar2010.cta.int/fr>



Briefing de Bruxelles sur le développement n° 22

L'eau que nous mangeons : enjeux pour les pays ACP en période de pénurie

Mercredi 6 avril 2011 – 8h30 – 13h00

CE, Bâtiment Berlaymont: Rue de la Loi 200, Salle Walter Hallstein

<http://bruxellesbriefings.net>

8h00-8h30 Enregistrement
8h30-8h45 Objectifs et Programme du Briefing : *Isolina Boto, Manager, Bureau du CTA à Bruxelles*
Remarques introductives au nom des organisateurs : *Michael Hailu, Directeur du CTA*

Modérateur : *S.E. M. Kembu-Gitura, Ambassadeur du Kenya, Président du Sous-Comité ACP de Développement Durable*

8h45-10h45 Panel 1 - Les enjeux de l'eau pour l'agriculture et la sécurité alimentaire

Ces prochaines années, l'eau deviendra une préoccupation grandissante. L'utilisation de l'agriculture et son impact sur les ressources hydriques sont complexes et dynamiques, en particulier dans le contexte de l'impact du changement et de la variabilité climatiques sur les systèmes agricoles et impliquent des choix économiques, sociaux et environnementaux. Un accès limité et peu fiable à l'eau est un facteur déterminant de la productivité agricole de nombreuses régions. Les pertes des systèmes d'irrigation et des pratiques médiocres de gestion de l'eau viennent empirer les crises de l'eau déjà observées dans de nombreux pays. Quels enseignements des 50 dernières années en matière de gestion de l'eau pourraient nous aider à trouver des solutions adaptées et novatrices ?

Panélistes :

- Eau et nourriture : tendances et perspectives dans la gestion de l'eau pour l'agriculture
David Molden, Directeur Général Adjoint, Recherche, IWMI
- Commerce virtuel de l'eau et bénéfices potentiels pour les pays ACP
Tony Allan, School of Oriental and African Studies / King's College London Water Issues Group
- Rareté de l'eau et le droit à l'alimentation dans le contexte ACP
Shiney Varghese, Senior Policy Analyst, IATP, Etats-Unis
- Pour une justice sociale de l'eau : garantir l'accès à l'eau agricole aux paysannes du Sud
Jean-Philippe Fontenelle, Directeur des Opérations, Gret, France

10h15-10h30 Pause café

10h45-13h00 Panel 2 - Quelles options politiques et quelle gouvernance future pour garantir l'approvisionnement en eau pour tous ?

Le monde dispose d'eau en suffisance mais il doit mieux la gérer et améliorer la gouvernance pour une gestion durable des ressources hydriques. La gouvernance de l'eau est essentielle afin de résoudre et de prévenir les conflits ainsi que d'améliorer la productivité des utilisations existantes de l'eau. Afin d'aider les décideurs politiques à relever ce défi, nous devons nous pencher sur les réponses institutionnelles et politiques à mettre en place ou à renforcer.

Panélistes :

- Quelles solutions pour la gestion de l'eau en agriculture?
Charlotte de Fraiture, International Water Management Institute (IWMI)
- Gouvernance de l'eau : politiques et investissements pour l'Afrique
Elijah Phiri, Professeur de Sciences du Sol, Université de Zambie, CAADP/NEPAD
- Evaluer les empreintes hydriques : optimiser l'utilisation de l'eau pour un meilleur impact social, environnemental et économique
Ruth Mathews, Directrice, Water Footprint Network

Conclusions : *André Liebaert, Conseiller politique sur l'eau, Commission européenne, DG DEVCO*
Michael Hailu, Directeur du CTA

Déjeuner